

On s'abonne
à l'imprimerie.
Prix: 12 francs par an.
Payable par trimestre
et d'avance.

MESSAGER

DE TAHITI.

ANNONCES: 1 fr. la ligne
caractère 9 points
(petit roman.)
Au COMPTANT.
S'adresser à l'imprimerie

Papeete, le 14 Novembre 1858.

PARTIE OFFICIELLE.

Établissements français de l'Océanie. (Tahiti)

CESSION DU DÉPARTEMENT DE LA MARINE AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES COLONIES. (MARINS DÉTACHÉS ET HORS CADRE.)

ÉTAT de répartition des marins ou ouvriers de profession appartenant à la marine, nécessaires dans les différents services de l'Établissement de Tahiti.

Gouverneur	matres	2 ^e matres	3 ^e matres	matelots	Observations
Commandant Particulier				6	Ce 2 ^e maître, 8 ^e de patron, peut être, remplacer par un 4 ^e maître, les 16 matelots arment le canot dont cession est faite par la marine, pour service du Gouverneur sans bâtiment.)
Direction de l'arsenal	1 (matrons) 1 (charp.) 4 (forges) 1 (mécan.)	1 (matrons) 1 (soldier) 1 (caïfat)	1 (charp.)	3 (gabeliers) 1 (collier) 3 (charp.) 3 (caïfats) 3 (forges) 3 ouvriers 1 matelot	Arnement d'une baleinière dont cession est faite par la marine, pour service du Commandant Particulier. Ce 2 ^e maître fait en même temps fonction de concierge de l'arsenal. Ces 3 charpentiers doivent être en même temps caïfats pour le radoub des bâtiments. Même observation que précédemment; ils doivent être aussi charpentiers. dont l'un doit être chaudronnier. mécaniciens dont 1 ajusteur 1 tôlier 1 tourneur distributeur.
Direction du port		1 (Directeur du Port)			Cette fonction de directeur du port est remplie avec beaucoup d'intelligence et d'activité par le nommé Furet, quartier maître qu'il y a lieu de maintenir jusqu'à nouvel ordre. faisant fonction de gendarme au séphore. chargé des archives, gardienn de place. f.f. de patron. baleiniers
	3	4	4	AN	Total 60 officiers maritimes ou matelots.

Pour mémoire:

Il y a dans l'Établissement de Tahiti, au compte du service marine:

1^o. Un magasinier et deux matelots chargés du service du magasin de la Division Navale de l'Océan pacifique.2^o. Un pilote qui embarque sur les bâtiments de la subdivision, en mission dans les îles, à la solde de 150 fr. par mois.

Le Gouverneur des Établissements français de l'Océanie:

Vu les instructions générales concernant la disjonction, des colonies du département de la marine,

Vu le tableau de répartition, ci-dessus.

DÉCIDE:

Les soixante marins, compris dans l'État de répartition inséré d'autre part, sont maintenus provisoirement, à dater du 1^{er} Novembre 1858, dans les diverses positions où ils sont employés dans l'Établissement de Tahiti, comme marins détachés et hors cadre, au titre de cession du département de la marine, au ministre de l'Algérie et des colonies.

M. l'Ordonnateur et M. le Commissaire de la Subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Papeete, le 1^{er} Novembre 1858

Le Gouverneur,
SAISSET

S. E. le Gouverneur cessera de recevoir le jeudi 18 novembre et les jeudis suivants.

Monsieur Turner, arrivé de San-Francisco sur la goélette Lewis Perry, pour remplir à la place de M. Henry Owaer, les fonctions de Consul des États-Unis d'Amérique, est reconnu comme agent commercial des États-Unis auprès des îles de la Société jusqu'à l'arrivée de son Exécutif.

Il est formellement interdit à tout officier ou toute personne appartenant aux services militaires ou administratifs, d'adresser directement d'un service à un autre, les réclamations ou informations.

Toute communication d'un service à un autre, doit se faire par l'intermédiaire des directeurs et des chefs de service, et lorsque dans l'espèce, la réclamation doit suivre son cours sans l'intervention d'un directeur ou chef de service, elle doit être transmise à M. le Commandant Particulier, qui seul peut apprécier.

Le Gouverneur
SAISSET.

Le commissaire de police est chargé de faire exécuter dans toute sa rigueur l'arrêté du 13 juillet 1852, ainsi conçu:

Les débiteurs et les restaurateurs sont prévenus qu'ils

ne pourront fournir, sous quelque prétexte que ce soit, aucune boisson aux marins et militaires (gendarmes, artilleurs, matelots, fantassins,) ainsi qu'aux ouvriers, civils employés par l'État, qui leur seront signalés par le commissaire de police, pendant les heures de travail militaire, c'est-à-dire depuis 6 heures du matin jusqu'à 10 heures et de 1 heure jusqu'à 3 heures du soir.

Les sous-officiers ne seront pas compris dans cette mesure.

Les contrevenants à cette disposition seront poursuivis conformément à l'arrêté 23, du 6 Novembre 1850, chapitre 3, article 29 qui leur devient applicable.

Le Commandant Particulier P. I.
E. de SAISSET.

Le Gouverneur des Établissements Français de l'Océanie.

Après avoir entendu le conseil du gouvernement dans la séance de ce jour;

ARRÊTE:

L'article 48 du règlement local du 7 Novembre 1858, sur l'organisation de l'école primaire est modifié et complété comme suit:

« Les élèves boursiers seront soignés par M. le chef du service de santé, et les médicaments nécessaires seront fournis par la pharmacie de l'hôpital, sur le vu

des ordonnances qu'il délivrera.

Le présent sera enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 8 Novembre 1858.

SAISSSET.

Le Gouverneur des Etablissements Français de l'Océanie.

Vu les prescriptions de la dépêche ministérielle du 16 avril 1858, N° 51, timbrée; direction, des colonies bureau de régime politique et du commerce;

Le conseil de gouvernement entendu,

ARRÊTE:

Article 1^{er}.

L'arrêté local du 2 décembre 1857, qui abolit le droit de tonnage, est et demeure rapporté.

Article 2.

Les Articles 37, 38, 39, 40, 41, et 42, du règlement de Douane en date du 17 janvier 1857, seront exécutés, suivant leur forme et teneur, à compter du 1^{er} juillet 1859.

Article 3.

L'Ordonnateur faisant fonctions de directeur de la Douane est chargé d'assurer l'exécution du présent qui sera enregistré partout où besoin sera, public et inséré au Bulletin Officiel de l'Océanie.

Papeete, le 8 Novembre 1858.

SAISSSET.

Le Gouverneur des Etablissements Français de l'Océanie.

Vu la dépêche ministérielle du 3 février 1856, prescrivant de faire payer l'indemnité de logement aux divers officiers et fonctionnaires y ayant droit, au fur et à mesure que les conventions du service et l'intérêt du trésor commanderont l'évacuation des immeubles des domaines qu'ils occupent.

Considérant que l'établissement d'une école primaire de jeunes garçons dirigée par des frères de Ploermel a été décidée, et qu'il y a lieu de se préoccuper de disposer d'un local convenable pour cette école.

ARRÊTE: ce qui suit:

Article 1^{er}. Le bâtiment (M) et ses dépendances, occupé par M. M. l'Ordonnateur et le directeur du génie, est affecté à l'école primaire des jeunes garçons et au logement des frères chargés de la direction de cette école.

Article 2. Le bâtiment (Y) occupé par M. M. le Juge de Paix et l'officier Payeur du détachement d'infanterie de marine est affecté au logement du directeur du génie et de ses bureaux.

Article 3. Ces immeubles seront appropriés à leur nouvelle destination aussitôt que faire se pourra.

Article 4. Tous les bâtiments appartenant à la colonie et occupés par des officiers ou employés du gouvernement seront évacués au 1^{er} janvier 1859.

Dans l'intervalle, l'Ordonnateur est autorisé à payer l'indemnité de logement successivement, à tout officier qui voudrait se loger à ses frais.

Article 5. L'Ordonnateur et le directeur du génie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin Officiel de l'Océanie.

Papeete, le 8 Novembre 1858.

SAISSSET.

Le Gouverneur des Etablissements Français de l'Océanie.

Vu la dépêche ministérielle du 18 mai 1858, timbrée: Direction des colonies, bureau de législation et d'administration, au sujet des dispositions arrêtées dans la colonie pour régler les privilèges des constructeurs de quais sur le littoral de Papeete.

Vu la délibération du conseil de gouvernement, en date du 8 Novembre courant.

ARRÊTE ce qui suit:

Article 1^{er}. L'article 8 de l'arrêté du 10 mai 1857, et les arrêtés du 14 et 25 du même mois, sont et demeurent rapportés.

Article 2. Les quais sont accessibles à tous les navires pour le chargement et le déchargement de leur marchandise, sans qu'ils puissent être soumis à aucune redevance.

Mais les constructeurs de ces quais se suront la jouissance complète, par privilège et préférence à tous autres, et pourront, en conséquence, faire éloigner les navires étrangers qui les auront accostés, quand ils leur deviendront nécessaires.

Article 3. Les privilèges concédés aux constructeurs de quais et particulièrement aux S.S. Hort frères, sont et demeurent restreints uniquement à l'alignement des navires en carène, quand on voudra se servir de leurs quais de préférence à ceux de l'arsenal de l'arsenal.

Dans ce cas, il est laissé aux capitalistes, propriétaires ou co-signataires des navires à abriter, des ententes avec le constructeur du quai sur le taux de la redevance à payer.

Article 4. Le présent arrêté sera enregistré partout où besoin sera, public et inséré au Bulletin Officiel de la colonie.

Papeete, le 8 Novembre 1858.

SAISSSET.

Le Gouverneur des Etablissements Français de l'Océanie.

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 8 du courant.

ARRÊTE:

Article 1^{er}.— La Somme de 26, 500 fr. existant dans la Caisse du Directeur des Affaires Indigènes, et provenant de l'impôt levé sur les divers districts de l'île pour la construction de la Fare-Apoora, sera sous le plus bref délai, versée à la caisse du Trésorier payeur, des Etablissements, à titre de dépôt administratif.

Cette somme sera suivie à l'égard de toutes sommes provenant de la même source, qui pourraient être ultérieurement recueillies par M. le Directeur des Affaires Indigènes, ainsi qu'à l'égard du prix d'achat de la Fare-Apoora pour compte du Gouvernement, dans le cas où l'acquisition de cet immeuble, serait autorisée par S. A. l'Impératrice le Prince chargé du Ministère de l'Algérie et des Colonies.

Article 2. — Une Somme de Mille francs, prélevée sur celle de 26, 500 fr. à déposer au Trésor, sera versée à M. Adam Koleszycki, Directeur des Affaires Indigènes, à titre d'indemnité de bonne gestion et administration, de 1850 à 1859.

Article 3. — L'Ordonnateur et le Directeur des Affaires Indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la Colonie.

Papeete, le 8 Novembre 1858.

SAISSSET.

Le Gouverneur, etc.

Vu les actes de barbarie commis par des indigènes sur des animaux trouvés tués ou mutilés dans leurs enclos,

DÉCIDE:

Art. 1^{er}.— Tout européen ou indigène dans l'enclos duquel il sera trouvé un animal ou des animaux appartenant à des tiers, tués ou mutilés, paiera aux propriétaires leur valeur, au prix fixé par les arbitres nommés à la diligence du juge de paix au cas où la localité où le fait se serait passé, serait trop éloignée de la résidence, et par lui même dans le district de Papeete et les districts limitrophes.

Le délinquant sera en outre passible d'une amende de dix à vingt-cinq francs, sans préjudice des peines dictées par la loi pour usage des armes à feu dans un lieu habité.

Art. 2. — Lorsque cet animal ou ces animaux blessés ou mutilés, seront trouvés errants sur la voie publique ou sur les terrains vagues ou communaux, le prix en sera remboursé aux propriétaires par les huissiers du district.

Papeete, le 12 Novembre 1858.

SAISSSET.

Le Gouverneur, etc.

Considérant que par suite de la non concordance entre les registres du Directeur des affaires indigènes et ceux des Juges et des chefs des districts, il devient impossible de recouvrer légalement les amendes imputées aux indigènes, de 1850 à 1856;

Vu l'insuffisance, de notoriété publique, des ressources particulières de la majeure partie des indigènes condamnés à des amendes pendant ce laps de six années;

Le conseil d'administration entendu,

DÉCIDE:

Art. 1^{er}.— Remise pleine et entière est faite des amendes de toute nature imputées aux indigènes pendant les années 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, et les registres les mentionnant partiellement seront mis à néant.

Art. 2. — En ce qui concerne les années 1856 et 1857, sur le tiers des sommes provenant des amendes, restant à verser comme revenant à l'état, moitié de ce tiers est abandonnée aux chefs des districts qui, dans le délai de

quarante jours, seront rentrés les amendes ressortissant à leurs districts.

Art. 3.— Le délai fixé expirera du 20 Novembre au 30 Décembre.

Art. 4.— En ce qui concerne les amendes de l'exercice 1885, la mesure que vérification sera faite de la concorde établie registre des amendes de la Direction des affaires indigènes et les registres similaires des chefs de districts et des juges, l'insertion en sera ordonnée au Messager du Tahiti et au Vea.

Art. 5.— Cette insertion mentionnera :

- 1°. Les noms des indigènes ;
- 2°. Les districts auxquels ils appartiennent ;
- 3°. Les motifs de l'amende ;
- 4°. La qualité de l'amende.

Art. 6.— L'insertion ci-dessus accomplie, engagera désormais la responsabilité des chefs des districts vis-à-vis du Commissaire Impérial qui, s'il le juge nécessaire, pourra ordonner la retenue provisoire de la solde mensuelle de ces chefs, jusqu'à la rentrée de tout ou d'une partie des amendes inscrites au Messager ou au Vea et frappées dans leurs districts.

Art. 7.— M. l'ordonnateur faisant fonctions de Directeur d'Indigènes et le Directeur des affaires indigènes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Papetee, le 10 Novembre 1885.

Le Gouverneur

SUSSET.

Récemment un des plus beaux chevaux de Tahiti s'étant échappé de chez son propriétaire, a réussi en brisant une clôture, à pénétrer dans l'enclos d'un indigène. Mécontent du lois de cette clôture, cet indigène a saisi le cheval et lui a coupé les deux jarrets de derrière.

A diverses reprises des indigènes ont été à coups de fusil ou de lance, les bestiaux de leurs voisins venant s'y faire en dedans de leurs enclos, en les brisant.

Ces actes de révolte et de barbarie sont très répréhensibles. La loi du pays a prévu les accidents fâcheux dus aux bestiaux errants et donne les moyens de poursuivre la réparation des dommages qu'ils occasionnent.

Se faire justice de ses propres maux, c'est se mettre au dessus de la loi ; désormais de pareils délits seront vigoureusement réprimés.

Par ordre.

Le Directeur des affaires indigènes,
Adam Kulczycki.

Partie non officielle.

On lit dans le messager :

L'Empereur et l'Impératrice ont reçu, dans l'après-midi du 29 juillet, M^{lle} Eveillard, l'intéressante et courageuse héroïne de Djiddah.

Leurs Majestés ont voulu entendre de sa bouche le récit du drame qui a coûté la vie à son père et à sa mère, et où elle aurait elle-même infailliblement trouvé la mort sans le courage de son compagnon d'infortune, M. Emerat, et le dévouement de son fidèle serviteur l'Algérien Hadje-Mehemet, que l'Empereur et l'Impératrice ont bien voulu admettre aussi en leur présence.

M^{lle} Eveillard s'est retirée profondément émue et reconnaissante de l'accueil plein de bonté et de sympathie qu'elle a reçu de Leurs Majestés.

Paris, le 30 juillet.

Le Gouvernement de l'Empereur et celui de Sa Majesté Britannique se sont entendus avec la Porte au sujet des mesures à prendre pour assurer les réparations qu'exigent les attentats de Djiddah. La conduite des autorités ottomanes, dans cette résidence, pendant la soirée du 15 juin, sera l'objet d'une enquête sévère ; tous les coupables, à quelque rang qu'ils appartiennent, devront subir la peine qu'ils auront méritée ; des indemnités, supportées par la ville dont les habitants ont été victimes de ces affreux événements, seront accordées à tous ceux qui ont eu à souffrir dans leurs personnes ou dans leurs biens.

Un ordre directement émané du sultan, et revêtu de la signature de Sa Majesté, a déjà été adressé au gouverneur général de l'Égypte, lui prescrivant de procéder à la recherche des coupables et d'en faire immédiatement justice, sans recourir à Constantinople. Ce firman est porté par un officier général qui est lui-même muni de pouvoirs extraordinaires.

Des commissaires français et anglais vont être envoyés à Djiddah pour veiller, d'accord avec celui de la Porte, à ce que toutes les mesures convenues entre le gouvernement ottoman et les Cours de Paris et de Londres soient exécutées. On peut donc être assuré que la réparation sera telle que la réclamation le droit des gens, la civilisation et l'humanité si déplorablement outragés.

La corvette à vapeur le *Dachagya* part de Toulon pour se rendre à Djiddah, et prêter son concours, de concert avec les bâtiments de la marine de Sa Majesté Britannique aux commissaires ainsi qu'aux agents du gouvernement ottoman.

S. M. le sultan, devant les démarches des ambassadeurs, s'est empressé de leur faire témoigner toute l'affection qu'il a ressentie personnellement des événements de Djiddah, et voici en quels termes Mahmoud-Pacha, chargé par intérim du ministère des affaires étrangères, s'est exprimé en leur annonçant les premières mesures prises par le gouvernement ottoman :

« Sublime Porte, 17 juillet 1885.

« Monsieur l'Ambassadeur,

« C'est avec un profond sentiment de regret que le gouvernement a appris l'acte de trahison commis contre les consuls et les consuls de France et d'Angleterre, ainsi que le meurtre d'un certain nombre de sujets non musulmans. La Sublime Porte ne voulant pas perdre un instant pour frapper d'un châtiement terrible les misérables qui ont commis cette trahison et tracé ces desseins perfides contre les agents de ces deux hautes puissances, ses alliées, et qui ont enfin massacré tant de personnes, Sa Majesté vient de rendre un firman qui autorise le gouverneur général de Djiddah, après enquête, à faire arrêter et mettre à mort sur-le-champ les promoteurs de la révolte, les insurgés qui auront déjà avoué leur crime, et ceux dont la culpabilité sera reconnue.

« Le lieutenant général Ismail-Pacha a été chargé de porter cet ordre impérial le plus vite possible à Djiddah, et d'en assurer la prompt exécution, de concert avec le gouverneur général.

« En même temps un bateau, à vapeur de l'Etat a été mis à la disposition de cet officier général ; il le prendra demain à son bord et le conduira à sa destination.

« Quoique cela ne soit pas absolument nécessaire, un ordre a été donné, par mesure de précaution, un envoi de nouvelles troupes, tant de la capitale que de l'Égypte.

« En vous faisant connaître, monsieur l'Ambassadeur, les mesures d'urgence que le gouvernement s'est hâté de prendre, je suis chargé, d'ordre de Sa Majesté, d'exprimer à Votre Excellence la haute réprobation et les profonds regrets que ces déplorables événements lui inspirent.

« Je saisis cette occasion, etc.

« MAHMOUD-HISSEK. »

Nous extrayons de l'écho du pacifique en date du 21 Septembre les lignes suivantes :

Paix avec la Chine.

Nous pouvons nous féliciter des grandes et excellentes nouvelles qui nous parviennent depuis quelque temps. Après celle de la glorieuse réussite de la pose du câble électrique à travers l'Atlantique, nous acquérons la certitude qu'un solennel traité de paix a été conclu entre la Chine d'une part (cette puissance si rebelle à toutes relations avec le reste du monde) ; et de l'autre, avec les deux grands pouvoirs européens à qui était réservé l'honneur de triompher de cette résistance et de faire profiter de leur victoire tous les intérêts de l'humanité.

Avant même la conclusion définitive de ce traité, les Etats-Unis, la Russie, quoique n'ayant pris aucune part aux actes de vigueur qui ont amené ce grand résultat, obtiennent de ce même empereur de larges concessions dont leurs nationalités sont redevenues aux armes des alliés.

La signature des traités de paix et de bons rapports fait tomber moralement la grande muraille. La circulation dans l'empire chinois s'est plus interdire. De nombreux ports sont ouverts au commerce dans des conditions aussi avantageuses qu'on pouvait l'espérer. Des ambassadeurs étrangers sont désormais admis à résider à Pékin ; ils ont accès dans les demeures officielles et jusqu'aux impénétrables des plus hauts dignitaires de l'empire chinois, et traitent d'égal à égal avec eux. — Si, à notre point de vue, une semblable concession n'a rien qui puisse exciter l'enthousiasme, il ne faut pas oublier cependant que c'était là en quelque sorte le nœud de la guerre, le but qu'il fallait toucher, et que, de la part des Chinois, cette

derogation à tous droits précédents résumé en elle toute l'importance de la conquête réalisée. Les préjugés, les préjugés, les préjugés nationaux, les antipathies religieuses sont mis de côté pour le moment des réformes sociales pour y subir la pression des idées civilisatrices. Les chrétiens n'ont plus à redouter la persécution. Catholiques, protestants, chinois convertis, ont des garanties stipulées aux traités. Qu'est-ce que cela, sinon la porte ouverte à un immense progrès; celui de la liberté de conscience, de l'indépendance de la pensée?

Pour le commerce, les conséquences de cette heureuse nouvelle sont incalculables. Nul ne peut dire où s'arrêtera la limite des avantages que le monde civilisé est appelé à recueillir de cette initiation soudaine d'une population inconnue au bénéfice de nos inventions et de nos productions modernes.

Nouvelles locales.

On extrait des correspondances de Sydney :

« Le vote de l'Assemblée Législative qui, mercredi dernier, a accordé une subvention de 50,000 livres sterling par an pour 40 ans à l'Établissement d'un service de steamers entre l'Angleterre et l'Australie, par voie de Panama, est le pas le plus sérieux qui ait encore été fait pour la réalisation de ce projet désiré depuis longtemps, car depuis plus de dix ans que l'on en parle, il n'y a eu que des déceptions pour ceux qui espèrent. Si l'attente est encore trompée, la faute n'en sera pas à la Législature de la Nouvelle Galles du Sud qui s'est offerte généreusement à venir en aide à cette entreprise ».

Le chiffre de la contribution coloniale à été fixé dans la supposition qu'un total de 100,000 livres par an suffirait amplement pour décider une compagnie puissante et respectable à entreprendre ce service.

Considérant que le contrat comprend le long terme de dix ans et que le Royal Mail Company, il y a quelques mois à peine, offrait de soumissionner pour une subvention de 50,000 livres pendant sept ans; Considérant également que, quel que soit la compagnie qui exploite la ligne du Pacifique, elle peut aussi exploiter la ligne de l'Atlantique et attirer, par conséquent, tout le transit, nous pensons que la somme versée ne peut pas être regardée comme insuffisante.

Les colons espèrent que la moitié de la dépense sera supportée par la Mère Patrie. Cette espérance n'est pas déraisonnable, le Gouvernement de la Reine soutient déjà exclusivement à ses frais, une ligne de Southampton à Aspinwall. Le prolongement de cette ligne de Panama jusqu'à l'Australie offrant autant d'avantages à la mère patrie qu'à nos colonies; il est donc juste que les frais soient également partagés.

La nouvelle galles du sud se porte la seule et unique responsable pour le paiement exact de cette moitié Australienne; cependant l'on ne doit pas croire que nous supporterons seuls une aussi lourde charge. Toutes les colonies Australiennes prendront part à ces avantages dans une certaine mesure quoique à des degrés différents. Si les négociations sont poursuivies avec bonne foi, il ne sera pas impossible de déterminer dans quelle proportion seront répartis ces avantages et nous n'avons aucune raison de croire qu'une quelconque de ces colonies refuse la contribution qui aura été trouvée juste par la communauté.

(Morning Herald).

Les personnes qui ont à cœur le développement de Tahiti auront lu ces détails avec plaisir. Cette ligne de Sydney à Panama se formant, le point intermédiaire naturellement indiqué est Papeete, rade sûre, entrée facile avec un bateau à vapeur, de nuit comme de jour, lorsqu'en feu aura été

placé sur le récif de la passe; les ressources de l'arsenal à la disposition de la Compagnie et protection efficace. Des autorités pour les passagers qui pourraient inquiéter, à juste titre, une réclame dans une de ces îles de l'Archipel où l'Autorité Indigène est impuissante à maintenir l'ordre. Sans aucun doute, Tahiti est déjà choisi, comme station intermédiaire dans l'esprit de ceux qui veulent la formation de la grande ligne.

Est-il nécessaire d'en indiquer les conséquences: parmi les nombreux émigrants qui sont attirés chaque année par l'espoir de faire fortune en Australie, il n'en manquera pas qui seront séduits par la richesse merveilleuse du sol de Tahiti. Les bras qui manquent pour exploiter cette terre féconde afflueront ici et l'activité productive de la race Anglo-Saxonne aura bientôt rendu à l'agriculture ces riches terrains que l'Indolence Indigène a laissés envahir par les plantes parasites.

Attendons avec confiance et Tahiti deviendra ce Paradis terrestre qui existe déjà pour les enthousiastes qui ne veulent voir que son admirable climat et la charmante aménité de ses habitants.

BÂTIMENTS SUR RADE.

DE GÉNÈRE.

14. Nav. Goëlette coloniale *Kamehameha*, commandée par M. Cailet, enseigne de vaisseau.

15. Goëlette coloniale *Papeete*, commandée par M. Elias, quartier-maître.

DE COMMERCE.

14. Oct. Balestier Américain *Caravan*, cap. Brug.

17. Brig Hambourgeois *Prospero*, cap. Möller.

21. Balestier Américain *Harvest*, cap. Charry.

28. 3 mâts barque *Sultan*, cap. Roberts.

Mouvements du port de Papeete du samedi 6 au samedi 13 Novembre 1858.

ENTRÉE.

41. Goëlette coloniale *Kamehameha*, commandée par M. Cailet, enseigne de vaisseau, venant de Taupana.

SORTIE.

7. Goëlette coloniale *Kamehameha*, commandée par M. Cailet, enseigne de vaisseau, pour Taupana.

7. Goëlette Anglaise *Rebecca*, cap. Souter, pour les navigateurs.

16. Goëlette Américaine *Lewis-Perry*, cap. Turner, pour San-Francisco.

12. Goëlette de Raiale *Tamata*, cap. Otaré, pour les Penouts.

Avis.

M^{re} Stevens devant prochainement quitter Tahiti, à l'honneur de prier toutes les personnes qui ont des comptes à régler avec elle de vouloir bien se présenter, le plus vite possible, à son domicile.

Notice.

M^{re} Stevens intending to leave the island of Tahiti shortly, has the honor of requesting all persons who have any accounts to settle with her, to be so kind as to call, as soon as possible, at her house.

A vendre de gré à gré.

Une maison située rue de la Petite Pologne. S'adresser à M. Ricoul, Pilote à Taonua, propriétaire de la dite maison, ou au notaire de Papeete.

L'imprimeur gérant J. FAURE.

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES du 30 octobre, au 5 novembre 1858

DATES	HAUTEUR BAROMÉTRIQUE		TEMPÉRATURE			Moyenne de 6 h. 10 h. mat. à 10 h. soir.	Tension moyenne de la vapeur.	Humidité rel. en centièmes.	Quantité de pluie tombée.	vents dominants pendant le jour.
	hauteur moyenne.	oscillation diurne.	Minima.	Maxima.	Moyenne.					
S, 6	760,98	2,5	23,2	30,5	26,85	26,47	(8,96)	74,8		K.
D, 7	760,98	1,9	22,5	31	26,75	25,75	(8,92)	74,6		E.
L, 8	760,54	1,8	29	32	27,56	27,35	(9,31)	69		N.
M, 9	760,26	1,3	33	32,6	27,75	27,09	(8,31)	64,8		N.
M, 10	759,64	1,6	31,9	32,5	28,20	28,22	(9,45)	64,8		N.
J, 11	710,96	1,7	24	33	28,50	27,80	(9,79)	67,4		N.
V, 12	762,12	1,6	24	32	28	27,68	(9,95)	72,6	002,42	N.